

Minorités linguistiques et société Linguistic Minorities and Society



Faire son temps : usages publics du passé dans les francophonies nord-américaines, Martin Pâquet et Serge Dupuis (dir.). Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 352 p., coll. « Culture française d'Amérique »

Gregory Kennedy

Number 13, 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1075426ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1075426ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques / Canadian Institute for Research on Linguistic Minorities

ISSN

1927-8632 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Kennedy, G. (2020). Review of [*Faire son temps : usages publics du passé dans les francophonies nord-américaines*, Martin Pâquet et Serge Dupuis (dir.). Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 352 p., coll. « Culture française d'Amérique »]. *Minorités linguistiques et société / Linguistic Minorities and Society*, (13), 74–76. <https://doi.org/10.7202/1075426ar>



Compte rendu

Faire son temps : usages publics du passé dans les francophonies nord-américaines

Martin PÂQUET et Serge DUPUIS (dir.). Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 352 p., coll. « Culture française d'Amérique ».

Par Gregory Kennedy

Université de Moncton

Dans cet ouvrage collectif dirigé par Martin Pâquet et Serge Dupuis, on propose d'aborder plusieurs thèmes concernant les usages publics du passé. *Faire son temps* évoque l'idée que les actions – tantôt collectives, tantôt individuelles – à partir desquelles les acteurs sociaux définissent leurs rapports en société sont non seulement connotées par un ancrage géographique, mais également par la dynamique des époques dans lesquelles elles s'inscrivent : de la construction d'un passé imaginé aux projections utopiques vers l'avenir, en passant par les perceptions dans le présent. Comme le soulignent les directeurs du collectif, dans les francophonies nord-américaines, ces actions ne sont pas neutres; elles sont « acte[s] de résistance contre un ordre imposé par d'autres » (p. 9). Rassemblant une quinzaine de textes scientifiques autour de cinq thèmes relatifs aux usages publics du passé – instituer une société et un savoir, établir une filiation, énoncer une référence, constituer un imaginaire et régler les conflits –, l'ouvrage réussit à engager une réflexion stimulante sur les « usages » de l'histoire dans nos sociétés. Néanmoins, bien que nous puissions saluer le caractère multidisciplinaire du collectif, il nous faut dire que l'ouvrage nous a paru manquer de cohérence, à cause, par exemple, de l'éclectisme des contributions – une réalité commune à bien des ouvrages collectifs, certes, mais marquée ici.

Dans l'introduction de l'ouvrage, Pâquet et Dupuis remettent en question la distinction artificielle entre la culture savante et la culture populaire dans la discipline historique. Les textes qui s'ensuivent poursuivent cette idée sous plusieurs angles. Julien Massicotte déplore la distance entre l'historiographie acadienne des spécialistes et les usages publics du

passé mis en pratique par les communautés en milieu minoritaire. Il souligne « la médiation nécessaire » entre les deux; une médiation difficile à réaliser en raison du manque de maisons d'édition en Acadie (p. 41). Pour sa part, Cynthia Marmen met l'accent sur l'absence d'une production de littérature critique ainsi que l'impasse entre « l'Acadie diasporique et l'Acadie territoriale » (p. 270) dans la conceptualisation du présent. Pour Serge Dupuis, les efforts de la Société historique du Nouvel-Ontario pour « sensibiliser les Canadiens français au passé français » fournissent « des instruments pour concevoir leur avenir » (p. 84). En contexte québécois, Sophie Imbeault explique l'interrelation entre histoire et mémoire dans l'essai historique adopté depuis longtemps par les historiennes et historiens canadiens-français (p. 51). *L'Histoire du Canada* de François-Xavier Garneau constitue à ce propos un exemple éloquent. D'après l'analyse qu'en fait Karim Chahine, l'ouvrage présente une histoire qui respecte la rigueur de la discipline savante mais qui, entrecroisée de référents mémoriels, recèle aussi une portée commémorative. Tous ces auteurs soulignent l'importance « de connaître et de faire reconnaître le passé » (p. 194).

Ce processus de connaissance et de reconnaissance du passé est subjectif et chargé de significations. Louise Lainesse examine la commémoration du 350^e anniversaire de l'arrivée des Filles du Roy en 2013. Les discours des acteurs voulaient répondre à certains mythes, notamment la mauvaise réputation supposée de plusieurs des émigrantes, par l'introduction de nouveaux référents liés aux « Québécois de souche ». Cette expression identitaire « relève bien plus de la fidélité à la mémoire qu'à la précision de l'histoire » (p. 163). Dans un texte remarquable, revisitant les conclusions de son premier ouvrage publié en 2006, Caroline-Isabelle Caron souligne les connotations de cette prise de parole identitaire. « De l'exclusion ethnique au racisme et à la droite nationaliste, il n'y a qu'un pas », affirme Caron (p. 139), qui déplore la tendance à l'essentialisation « poussée à l'extrême » dans la pratique de la généalogie au Québec et en Acadie (p. 145). Pour sa part, Joseph Yvon Thériault fait appel au grand besoin de constituer une identité collective à une époque trop caractérisée par « l'hyperindividualisme » (p. 24). « Faire son temps » veut dire faire vivre un imaginaire commun. Si le spécialiste en moi trouve difficile un texte panoramique qui généralise trop les « trois régimes des francophonies nord-américaines » que propose Thériault pour conduire son analyse, la question la plus pertinente dans le cadre de ce collectif est sans doute les défis inhérents et les conséquences d'un effort visant à constituer une vision commune des divers parcours des acteurs historiques. Pour Jean-Vincent Roy, qui s'appuie sur ses expériences comme concepteur de jeux vidéo historiques, ce n'est pas la vérité du passé qui est essentielle, bien qu'une certaine authenticité s'avère nécessaire, mais plutôt l'engagement d'une volonté d'apprendre. L'exercice de création n'est néanmoins pas exempt de compromis, surtout engendrés par les échéanciers inhérents à tout travail de recherche tant fondamentale qu'appliquée (p. 288). Dans le fond, il s'agit de réflexions pertinentes. Si la théorie postmoderniste a dissipé définitivement l'illusion d'objectivité de la discipline d'histoire, les

textes dans ce collectif font avancer notre compréhension des diverses manières dont notre subjectivité règne et doit régner sur nos actes de création.

Pour revenir sur le thème de « faire son temps » en tant qu'acte de résistance, Valérie Bouchard affirme l'importance des musées en tant que « lieux privilégiés pour voir et comprendre le passé » (p. 107). Si la question de la survivance d'une communauté francophone face au processus d'américanisation se présente comme la thématique principale de l'exposition du Museum of Work and Culture de Woonsocket (Rhode Island), elle participe également d'un effort de réappropriation et d'actualisation de la mémoire à partir de nouveaux référents proposés par les membres de la communauté (p. 108). Dans le même ordre d'idées, Marie-Pier Picard explique comment les principaux faits historiques, c'est-à-dire le Grand Dérangement et le retour, « constituent la colonne vertébrale de l'appartenance identitaire des habitants » de la Baie Sainte-Marie, en Nouvelle-Écosse (p. 222). L'histoire et la langue sont étroitement liées dans leur mémoire. L'emploi de l'*acadjonne*, le vernaculaire régional, sur les ondes de la chaîne radiophonique CIFA engage les habitants, selon Picard, dans un acte de résistance contre l'assimilation anglaise (p. 222). Sur cette question des régionalismes identitaires, Félix LeBlanc-Savoie présente le scénario inverse. Il explique comment les organisateurs du Congrès mondial acadien de 2014 ont presque entièrement fait fi, à l'occasion des fêtes, de la culture *brayonne* de la région de « l'Acadie des terres et forêts » (p. 175). Bref, la mémoire locale est en constante évolution et reflète sans doute des choix conscients qu'effectuent certains acteurs pour faire leur temps selon leurs propres impératifs.

Fort prometteur dans sa démarche, l'ouvrage ne réalise pas son plein potentiel, faute de cohérence. Si cinq thèmes sont proposés par les directeurs Pâquet et Dupuis, la justification des thèmes s'avère mince. Le nœud du problème réside peut-être dans les différentes formes et les différents objectifs des textes ainsi que le fait que certains auteurs n'entretiennent pas nécessairement de dialogue avec les thèmes proposés. Certaines contributions très intéressantes, par exemple celle de Gérard Bouchard sur son travail avec les Inuits et la production de romans historiques, ainsi que celle de Pierre Foucher concernant l'usage limité de l'histoire dans les causes linguistiques devant les tribunaux, n'ont guère de points d'ancrage avec les autres textes du collectif. Finalement, une discussion du concept de pouvoir d'agir (*agency*) aurait été pertinente parce que plusieurs contributions sont trop structuralistes au détriment du rôle des acteurs historiques et contemporains. Nonobstant ces critiques, ce collectif mérite notre attention et plusieurs de ses textes deviendront des références pertinentes pour les chercheuses et les chercheurs intéressés par les usages publics du passé.

Gregory Kennedy